

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle *Perspectives politiques n° 2*

Les travailleuse·eur·s de l'informel et la réponse de la protection sociale à la COVID-19 : Qui a reçu l'aide ? Comment ? Et cela a fait la différence ?

Laura Alfery, Ghida Ismail et Marcela Valdivia

Conclusions principales

Entre février et juin 2020 :

1. Moins de la moitié des travailleuse·eur·s interrogé·e·s ont déclaré avoir reçu de l'argent ou des aliments dans les villes où les gouvernements ont annoncé des mesures d'aide pour soutenir les groupes vulnérables.
2. Les organisations de base ont joué un rôle important dans l'accès à l'aide pour les travailleuse·eur·s de l'informel.
3. Le niveau de l'aide fournie était insuffisant pour avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire et les stratégies de survie.

Recommandations en matière de politiques

1. Les mécanismes de ciblage géographique pour l'identification et la sélection des bénéficiaires peuvent aggraver l'exclusion d'un nombre important de personnes ayant besoin d'assistance.
2. Pour l'enregistrement et l'acheminement des mesures d'aide, l'amélioration des techniques de sensibilisation et de partage des informations, combinée à des efforts supplémentaires pour aider des groupes tels que les travailleuse·eur·s migrant·e·s et à la reconnaissance du rôle que peuvent jouer les organisations de base, permettra d'améliorer l'accès à ces mesures.
3. Le financement destiné à permettre une réponse plus solide du gouvernement aux crises devrait être un sujet de préoccupation majeur pour la politique et la programmation futures, afin d'améliorer l'adéquation des mesures d'aide.

En mars et avril 2020, il est devenu évident que le monde confrontait une pandémie sans précédent et tous les gouvernements, l'un après l'autre, ont commencé à imposer de strictes mesures d'isolement social obligatoire. Alors que ces mesures étaient mises en œuvre, il est également devenu de plus en plus évident que les travailleuse-eur-s sans accès à la protection sociale – dont la grande majorité sont des travailleuse-eur-s de l'informel – étaient les plus touché-e-s par ce qui devenait rapidement une crise sanitaire ET économique.

La réponse du gouvernement a été, du moins à première vue, impressionnante. Il y a eu une expansion sans précédent des mesures d'aide, notamment en espèces et en aliments, aux populations déjà considérées comme vulnérables, mais aussi à de nouveaux groupes tels que les travailleuse-eur-s de l'informel. En fait, il serait juste d'affirmer que la question concernant la manière d'étendre les mesures d'aide aux travailleuse-eur-s de l'informel a été l'une des questions centrales de la crise de la COVID-19.

Mais de nombreuses questions restent sans réponse quant à l'efficacité de cette expansion. Quel-le-s travailleuse-eur-s de l'informel ont été réellement atteint-e-s ? Qu'est-ce qui a contribué à faciliter l'accès des travailleuse-eur-s de l'informel ? Les mesures d'aide ont été adéquates ? En nous basant sur les données de l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO, nous essayons de répondre à ces questions.

Villes comprises dans l'étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle menée par WIEGO



- | | |
|-----------------------------|----------------------------|
| 1- Accra (Ghana) | 7- Durban (Afrique du Sud) |
| 2- Ahmedabad (Inde) | 8- Lima (Pérou) |
| 3- Bangkok (Thaïlande) | 9- Mexico (Mexique) |
| 4- Dakar (Sénégal) | 10- Pleven (Bulgarie) |
| 5- Dar es Salaam (Tanzanie) | 11- New York (États-Unis) |
| 6- Delhi (Inde) | 12- Tiruppur (Inde) |

Qui a été atteint·e par les mesures d'aide alimentaire et financière ?

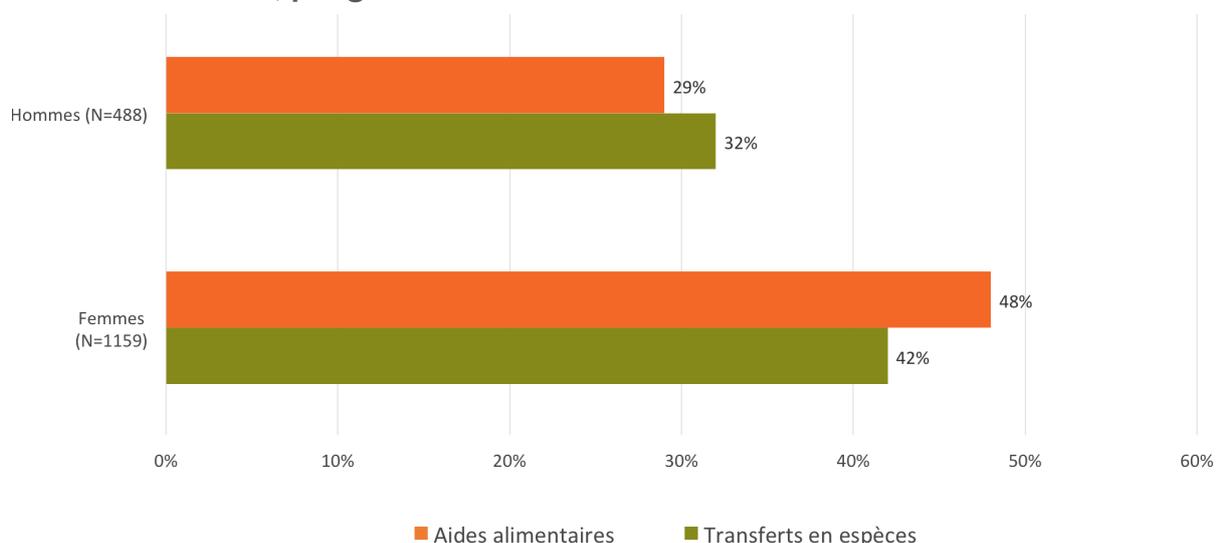
Dans 11 des 12 villes¹ où l'étude de WIEGO a eu lieu, les gouvernements ont annoncé des mesures d'aide pour soutenir les groupes vulnérables touchés par la pandémie et les restrictions qui l'accompagnent. Cependant, moins de la moitié des travailleuse·eur·s ont déclaré avoir reçu de l'argent ou des aliments. Dans ces 11 villes, la raison la plus souvent invoquée par les personnes travailleuses pour ne pas avoir reçu d'aide en espèces et/ou d'aliments était qu'elles n'étaient pas au courant des mesures d'aide. La deuxième raison invoquée était qu'elles n'étaient pas éligibles.

Avons-nous constaté des tendances quant aux personnes qui ont reçu de l'argent ou des aliments ?

Revenus : Il est peu probable que les mesures d'aide aient ciblé les travailleuse·eur·s à faibles revenus en février (avant l'isolement social obligatoire). En fait, dans la plupart des villes, il n'y avait pas de différence significative entre les revenus de février des personnes qui ont reçu une aide en espèces et/ou alimentaire et celles qui n'en ont pas été bénéficiaires. Ce n'est qu'à Lima que les travailleuse·eur·s ayant de faibles revenus en février ont eu plus de possibilités de recevoir une aide.

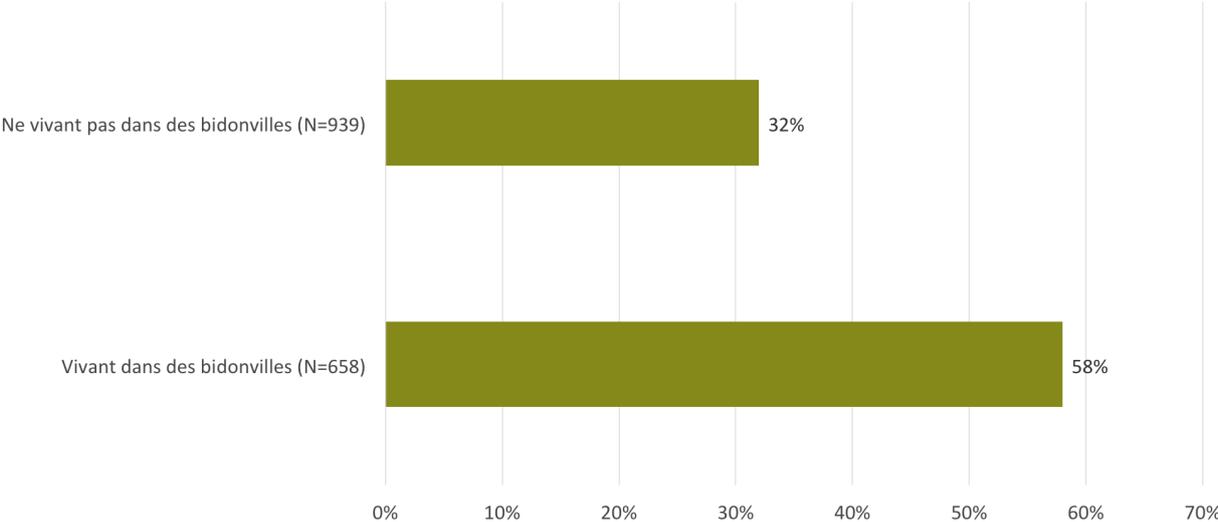
Genre et présence d'enfants dans le ménage : Dans certaines villes, les femmes et les travailleurs ayant des enfants avaient plus de possibilités de bénéficier de programmes d'aide. À Dakar, Delhi, Mexico et Durban, les femmes étaient plus susceptibles de déclarer avoir reçu des transferts en espèces et/ou une aide alimentaire. À Lima (32 % contre 18 %) et à Durban (50 % contre 15 %), les personnes ayant des enfants avaient plus de possibilités de déclarer avoir reçu une aide alimentaire. Ces conclusions suggèrent qu'il est plus probable que l'aide atteigne les personnes déjà couvertes par une forme d'assistance sociale (comme les familles avec enfants), que celles qui n'étaient pas couvertes auparavant. Toutefois, cela peut être dit avec certitude uniquement pour les pays qui ont une grande couverture d'assistance sociale existante (comme l'Afrique du Sud).

Pourcentage d'enquêté·e·s qui ont déclaré avoir reçu des transferts en espèces et aides alimentaires, par genre

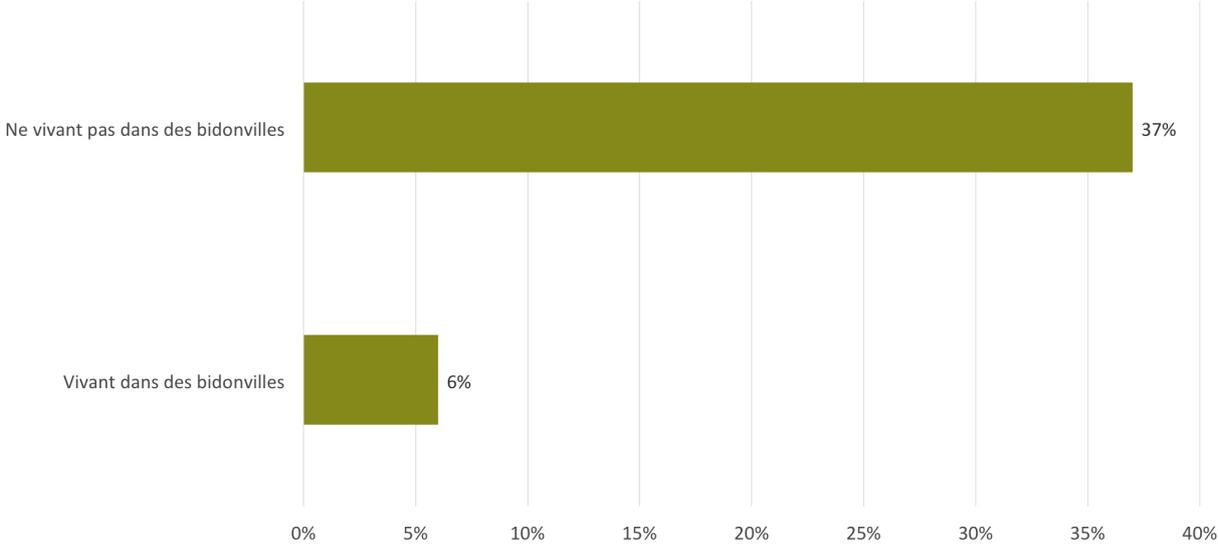


Géographie : À Mexico, Lima, Bangkok et Delhi, les travailleuse·eur·s vivant dans des établissements informels avaient plus de possibilités de recevoir une aide alimentaire que celles·ceux vivant en dehors de ces établissements. Par ailleurs, les travailleuse·eur·s qui n'ont pas reçu d'aide et qui vivaient en dehors des établissements informels tendaient davantage à déclarer qu'elles·ils n'avaient pas droit à l'aide. Ceci a été constaté dans toutes les villes sauf Dakar et Accra pour les transferts en espèces, et à Plevén, Delhi et Durban pour les aides alimentaires. Néanmoins, les personnes qui vivent en dehors des établissements informels ont été touchées par la pandémie de la même manière, gagnant en moyenne 25 % de leurs revenus de février en avril et 60 % de leurs revenus de février en juin.

Pourcentage d'enquêté·e·s qui vivent dans des bidonvilles et qui ne vivent pas dans de bidonvilles, qui ont déclaré avoir reçu d'aide alimentaire



Pourcentage d'enquêté·e·s qui vivent dans des bidonvilles et qui ne vivent pas dans de bidonvilles, qui ont déclaré de ne pas avoir droit à l'aide alimentaire



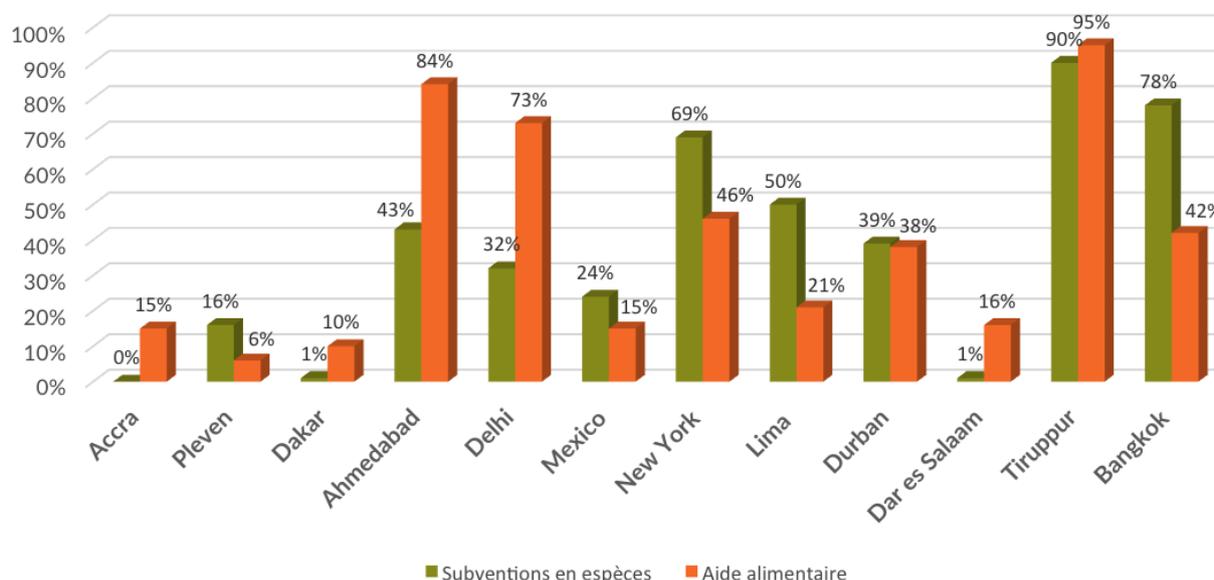
Statut migratoire : À Mexico, où il n'était pas clair si les personnes qui travaillaient à Mexico mais qui vivaient en dehors de la ville pouvaient bénéficier des transferts, les travailleuse·eur·s de la ville avaient beaucoup plus de possibilités de recevoir des transferts en espèces (15 % contre 2 %). De la même manière, dans les villes indiennes d'Ahmedabad et de Delhi, où les travailleuse·eur·s migrant·e·s n'ont souvent pas accès à l'aide alimentaire parce que leurs cartes de rationnement sont enregistrées dans leur ville d'origine, les travailleuse·eur·s migrant·e·s avaient moins tendance à déclarer avoir reçu des transferts d'argent que celles·ceux de la même ville (43 % contre 34 %).

Emploi : Des différences remarquables dans l'accès aux mesures d'aide par rapport à la profession des personnes ont été observées seulement chez les récupératrice·eur·s de matériaux. Dans certaines villes étudiées (Ahmedabad et Lima), les récupératrice·eur·s de matériaux sont bien reconnu·e·s comme un groupe particulièrement vulnérable de travailleuse·eur·s de l'informel et ont été spécifiquement désigné·e·s comme un groupe éligible à l'aide. Dans ces cas, elles·ils avaient plus de chances que les autres groupes professionnels de bénéficier d'une aide. Dans d'autres villes (Durban et Delhi), cependant, les récupératrice·eur·s de matériaux avaient moins de chances que les autres secteurs de recevoir une assistance, probablement en raison de l'exclusion sociale.

Qu'est-ce qui a fait la différence pour que les travailleuse·eur·s de l'informel reçoivent de l'aide ?

Au Pérou et en Afrique du Sud, les gouvernements nationaux ont conçu des politiques d'aide en espèces qui visaient spécifiquement les travailleuse·eur·s de l'informel, mais ces deux programmes très médiatisés ont donné des résultats inégaux : 50 % et 39 % des travailleuse·eur·s de l'informel à Lima et Durban respectivement ont déclaré avoir reçu une aide en espèces. Ces résultats contrastent avec ceux de Bangkok et de Tiruppur (Tamil Nadu, Inde), où 78 % et 92 % des travailleuse·eur·s ont reçu une aide en espèces, respectivement. Qu'est-ce qui a fait la différence dans ces deux séries de cas ?

Pourcentage de travailleuse·eur·s déclarant avoir reçu des subventions en espèces ou de l'aide alimentaire, par ville



Le rôle de la [technologie numérique](#) pour identifier et atteindre de nouvelles populations a été au centre d'une grande partie des discussions sur la protection sociale. Si les progrès technologiques ont certainement joué un rôle important dans l'élargissement de la portée des mesures d'aide, ce qui ressort des exemples ci-dessus est le rôle clé des organisations de base – s'appuyant sur des relations de longue date avec l'État – pour faciliter l'accès aux aides. Cette convergence particulière de facteurs a permis aux organisations de base – dans le cas de Bangkok et de Tiripur, [HomeNet Thaïlande](#) et de l'Union Anuhatham, [SAVE](#) – de fournir des services dénommés « du dernier tronçon », assurant que leurs membres étaient en mesure de surmonter les principaux obstacles à l'accès, y compris ceux causés par l'utilisation de plateformes d'enregistrement numériques.

Est-ce que l'accès à l'aide a fait une différence pour la sécurité alimentaire et les stratégies de survie ?

Si la couverture a été une inquiétude, la pertinence des prestations d'aide offertes l'a été tout autant. Les résultats de cette étude suggèrent que le niveau de l'aide fournie était en général insuffisant pour avoir un impact significatif sur la sécurité alimentaire et les stratégies de survie. Dans la plupart des villes étudiées, les personnes ayant reçu des transferts d'argent et/ou une aide alimentaire n'étaient pas moins susceptibles de déclarer avoir eu faim chez elles, tant pour les adultes que pour les enfants. Les exceptions sont les villes indiennes d'Ahmedabad et de Delhi, où les bénéficiaires d'une aide alimentaire sont moins susceptibles de déclarer avoir eu faim que les personnes qui n'ont pas reçu d'aide.

Dans toutes les villes de l'étude, les travailleuse·eur·s qui ont reçu des transferts d'argent ou de l'aide alimentaire n'étaient pas moins susceptibles d'adopter des stratégies de survie entraînant une augmentation de leurs dettes et une érosion de leurs actifs et de leur épargne. En fait, dans certaines villes, comme Lima, Tirupur et Bangkok, les bénéficiaires étaient plus susceptibles d'adopter ces stratégies de survie négatives que les non-bénéficiaires.

Quelles en sont les implications pour mieux atteindre les travailleuse·eur·s de l'informel à l'avenir ?

En ce qui concerne l'identification et la sélection des bénéficiaires, il ressort clairement de ces résultats que le ciblage géographique peut aggraver l'exclusion d'un nombre important de personnes ayant besoin d'assistance. En particulier pour les chocs à large impact, comme une pandémie, ce n'est pas une forme optimale de ciblage pour atteindre les travailleuse·eur·s de l'informel.

En ce qui concerne l'enregistrement et la prestation, l'amélioration des techniques de sensibilisation et de partage de l'information permettra d'améliorer l'accès, notamment pour les groupes qui souffrent d'exclusion sociale, tels que les récupératrice·eur·s de matériaux et les travailleuse·eur·s migrant·e·s, et celles·ceux qui sont moins susceptibles d'être inscrit·e·s dans les programmes de protection sociale existants, comme les ménages sans enfants. Il conviendrait de compléter ces mesures avec des efforts supplémentaires pour aider des groupes comme les travailleuse·eur·s migrant·e·s à surmonter les obstacles à l'accès. La reconnaissance du rôle important que les

organisations de base des travailleuse·eur·s de l'informel peuvent jouer au sein de l'écosystème plus large de l'aide et/ou de la protection sociale est également nécessaire. Toutefois, l'établissement de ces relations prend du temps et les gouvernements devraient commencer par veiller à ce que ces organisations soient consultées et puissent participer pleinement aux régimes d'assistance sociale en cours.

Pour finir, il semble que la pertinence des prestations offertes n'a généralement pas été suffisante pour concrétiser l'objectif initial des mesures d'aide, à savoir permettre aux travailleuse·eur·s de l'informel et à leurs familles de rester à la maison et protéger leur santé. Le financement destiné à permettre une réponse plus solide du gouvernement aux crises devrait être un sujet de préoccupation majeur pour la politique et la programmation futures.

Notes :

1. Dar es Salaam, en Tanzanie, est la seule ville qui n'a pas mis en place de mesures d'aide.

La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est un travail collaboratif entre le réseau mondial Femmes dans l'emploi informel: globalisation et organisation (WIEGO, par son acronyme en anglais) et des organisations partenaires locales représentant des travailleuse·eur·s de l'informel à 12 villes : Accra, Ghana ; Ahmedabad, Inde ; Bangkok, Thaïlande ; Dakar, Sénégal ; Dar es Salaam, Tanzanie ; Delhi, Inde ; Durban, Afrique du Sud ; Lima, Pérou ; New York, États-Unis ; Pleven, Bulgarie ; Ville de Mexico, Mexique ; et Tiruppur, Inde. Cette étude longitudinale à méthodes mixtes comprend des enquêtes à des travailleuse·eur·s de l'informel et des entretiens semi-structurés avec des leaders de ces travailleuse·eur·s et d'autres informatrice·eur·s clé·e·s, menés par téléphone. La deuxième phase sera effectuée au premier semestre de 2021. Pour de plus amples renseignements, visitez [wiego.org/ COVID-19-Global-Impact-Study](https://wiego.org/COVID-19-Global-Impact-Study).

Femmes dans l'Emploi Informel: Globalisation et Organisation (WIEGO, pour son sigle en anglais) est un réseau mondial consacré à promouvoir l'autonomisation des personnes travailleuses démunies – en particulier des femmes – dans l'économie informelle afin de garantir leurs moyens de subsistance. Nous considérons que toutes les personnes travailleuses doivent avoir les mêmes droits, opportunités économiques et protections, ainsi qu'être en mesure de s'exprimer sur un pied d'égalité. Pour favoriser le changement, WIEGO vise à améliorer les statistiques et élargir les connaissances sur l'économie informelle, à créer des réseaux et renforcer les capacités des organisations des travailleuses et travailleurs de l'informel et, en collaboration avec ces réseaux et organisations, à influencer les politiques locales, nationales et internationales. Visitez français.wiego.org.



Ce travail a été effectué à l'aide d'une subvention du **Centre de recherches pour le développement international**, Ottawa, Canada. Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du CRDI ni de son Conseil de Gouverneurs.

